

# Bulletin du Réseau BIE/MED

## Pourquoi ce bulletin d'information ?

*Cher Lecteur,*

*Cette lettre trimestrielle, publiée en anglais et en français, est l'un des résultats concrets du lancement du réseau BIE/MED qui a eu lieu à Malte en novembre dernier.*

*Notre objectif est de faire de cette publication le lien entre toutes les personnes concernées par le problème de l'adaptation et du changement du curriculum dans le bassin méditerranéen.*

*Parallèlement au site web du réseau dont l'installation est prévue sous peu, nous espérons que ce bulletin servira d'instrument complémentaire en vue d'échanges fructueux sur le sujet.*

*Grâce à la collaboration des coordinateurs nationaux (voir page 8) et sous la responsabilité du Secrétariat du BIE/MED, ce bulletin accueillera les contributions de ceux qui souhaitent échanger des informations et des exemples de "bonnes pratiques" dans le secteur de la conception et de l'adaptation du curriculum.*

*La première édition est consacrée à la présentation de la conception et du lancement du réseau BIE/MED ; nous souhaitons vous informer qu'un rapport complet des réunions du séminaire de lancement va être publié par le Bureau international d'éducation, incluant les présentations effectuées par les pays participants ainsi que celles des agences invitées (l'UNICEF et la Banque mondiale).*

*Ce bulletin ne représente qu'un élément dans le programme international du BIE concernant l'adaptation du curriculum aux besoins du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour plus d'information sur les événements en cours dans d'autres régions, vous pouvez vous référer au bulletin INNOVATION, également disponible au BIE.*

LE SECRETARIAT BIE/MED

*Ce bulletin est distribué gratuitement par le Bureau international d'éducation. Vous pouvez également le retrouver sur le site web du BIE :*

<http://www.ibe.unesco.org>

*Si vous désirez vous abonner, veuillez adresser un courrier au : BIE/MED, IIEP, 7-9, rue Eugène-Delacroix, 75016 Paris, France.*

*Adresse électronique : [p.mondon@iiep.unesco.org](mailto:p.mondon@iiep.unesco.org)*

## Consolider une espérance

La réunion à Malte des ministres de l'éducation de vingt pays du Bassin Méditerranéen – ou de leurs représentants – est déjà en soi un événement. C'est la première fois que la quasi totalité des pays du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest de ce berceau d'une des grandes civilisations de la Terre se sont assis côte à côte et ont accepté de présenter, sans fard, la situation de leur systèmes éducatifs et les problèmes qu'ils rencontrent dans l'adaptation des contenus de l'enseignement, problématique qui est au cœur de la modernisation et de la démocratisation des systèmes éducatifs

Mais, outre le travail très intense, l'originalité la plus grande de cette réunion est dans la forte affirmation, par ces pays, de leur volonté de continuer à coopérer dans ces domaines. Cette coopération est pour tous un des moyens efficaces pour repérer ce qui doit être au cœur du processus d'adaptation, identifier les travaux à mener, les obstacles à vaincre, éviter les erreurs, en un mot gagner du temps et améliorer la qualité de l'enseignement au profit des élèves. Tout gain de temps est précieux lorsqu'il s'agit de l'éducation des enfants, donc de l'avenir du pays.

La réussite de cette réunion est aussi dans l'affirmation incontestable que nous n'avons pas seulement un passé en commun mais aussi un avenir : chaque pays considère qu'il peut apporter à ses voisins, mais aussi apprendre d'eux, de leurs expériences. Que la diversité proclamée et reconnue, loin d'être un obstacle à la coopération, en est la base même, le fondement.

Une parcelle du futur de l'éducation de nos pays méditerranéens est désormais entre nos mains. Ce n'est pas de la vanité de le dire ; ce serait une faute que de ne pas travailler humblement, conscients de tous les obstacles que nous devons vaincre à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

PIERRE MONDON

ADMINISTRATEUR DELEGUE DU RESEAU BIE/MED

## L'hospitalité maltaise

Le séminaire de lancement du réseau BIE/MED s'est tenu à Malte, un pays qui illustre parfaitement l'esprit et les caractéristiques du bassin méditerranéen et qui se trouve au carrefour de diverses populations et de cultures ayant marqué cette région.

Le succès de cette réunion, qui s'est déroulée dans une atmosphère de chaleureuse hospitalité, a été rendu possible grâce au soutien du Gouvernement de Malte et par l'organisation fournie par le bureau Socrates de l'université de Malte.

Avant l'ouverture officielle du séminaire et afin de souhaiter la bienvenue aux participants et de les familiariser avec la beauté des îles maltaises, le gouvernement et le sponsor — Melita Cable — leur ont offert une excursion d'une journée à l'île de Gozo, au paysage naturel somptueux, riche en sites historiques et culturels. La réunion s'est tenue à La Valette, capitale de Malte et répertoriée dans la liste du patrimoine historique mondial de l'UNESCO, de par l'importance historique de ses bâtiments. L'un des plus remarquables est l'Hôpital des Chevaliers de St Jean, où se tenait d'ailleurs le séminaire.

Au nom de tous les participants, le BIE souhaite remercier le gouvernement de Malte, et particulièrement le Ministère de l'éducation et le Ministre lui-même, le Dr Louis Galea, pour sa contribution très active à la réussite de la réunion.

Une reconnaissance toute particulière est due au Dr Joseph Mifsud, Professeur à la Faculté d'éducation de l'Université de Malte et directeur du bureau Socrates, ainsi qu'à Madame Stefania Fabri, Coordinateur du Bureau Socrates, et à son équipe pour l'organisation générale du séminaire : la réunion s'est donc déroulée sans problème. Leurs capacités à contribuer, de façon conviviale, à trouver des solutions à tous les problèmes de chacun ont été appréciées par tous les participants et ont permis le déroulement des discussions dans une atmosphère harmonieuse.

EXTRAITS DU DISCOURS  
PRONONCE PAR L'HONORABLE  
DR. LOUIS GALEA, MINISTRE DE  
L'EDUCATION DE MALTE, A  
L'OUVERTURE DU SEMINAIRE

### Points de repère

J'espère que notre bonne volonté et les technologies nous font choisir un chemin balisé par des points de repère.

L'un d'entre eux concerne les niveaux adéquats de décentralisation. Ainsi, le procédé visant à réformer le curriculum serait basé sur autant de décentralisation et de flexibilité que possible à l'échelle locale et au niveau de l'école. Ce travail est intéressant pour s'assurer que les curriculums sont bien adaptés au milieu ethnique, linguistique ou socioculturel et que le procédé de conception lui-même favorise la motivation et la créativité du plus grand nombre possible.

Un autre point serait l'acceptation des différences. Le contenu du curriculum, les résultats attendus et les grandes lignes de mise en œuvre génèrent autant de flexibilité qu'il est possible quand il s'agit d'apprenants différents. Nous sommes conscients que tous les élèves ont des styles d'apprentissage, des aptitudes et des besoins différents. Ici, la flexibilité est précieuse car c'est une perspective basée sur le respect des personnes et le respect des différences.

Un troisième point se présente sous la forme de gestion de réseau. Les réseaux internationaux d'échange personnels et électroniques nous permettent d'avoir un accès rapide aux ressources en curriculum de chacun, à des ressources de formation extensive, à des gammes plus larges d'expertise, à des perspectives pluridisciplinaires et pluriculturelles, et à un conseil extérieur désintéressé sur la viabilité de nos propres approches.

Les éducateurs doivent tenir compte de la globalisation du système économique et fournir les compétences correspondantes et les attitudes requises telles que la pensée créative, la capacité à résoudre les problèmes, la volonté de continuer à apprendre, etc.

Mais plus encore, l'éducation et les éducateurs doivent voir au-delà des contraintes économiques et des impératifs. Nous, éducateurs et système éducatif tout entier, du jardin d'enfant jusqu'à l'université et les études supérieures techniques, devons nous assurer que la nouvelle génération dirige et façonne humainement les mondes de la production, des ventes et de la technologie, plutôt que de les laisser déterminer qui est l'être humain et son rôle à jouer (ce qui arrive le plus souvent actuellement).

Il conviendrait donc peut-être d'ajouter un quatrième point : une éducation basée sur des valeurs humaines holistiques. Pour y parvenir, nous devons fournir un aperçu pluriculturel, une grande force et un grand calibre dans notre effort éducatif et notre travail de gestion du curriculum. Constituer un réseau est la seule façon d'y parvenir.

Il reste de nombreuses questions et sûrement d'autres points à découvrir tout au long de ce projet. Cependant, une chose est certaine : en Europe, les ressources sont importantes et la Méditerranée contient également de grandes richesses culturelles. Les combiner pour générer une réforme du curriculum (ce qui est encore une autre façon de *créer notre propre futur*) constitue l'un des plus grands apports pour les historiens à venir. Nous devons y apporter notre plus grande énergie.

## Un besoin qui s'est construit progressivement

Le Cours pilote intensif sous-régional sur le développement du curriculum qui s'est tenu au BIE à Genève, en septembre 1998, a donné l'occasion aux participants venus de pays du bassin méditerranéen de discuter d'un éventuel réseau sous-régional pour la gestion et l'adaptation des curriculums. Cette idée a vu le jour dans le cadre du nouveau programme du BIE favorisant le transfert des compétences pour l'adaptation des contenus d'enseignement aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le renouvellement et l'adaptation des curricula a été au centre des préoccupations de tous les pays participant au cours, bien qu'il existe de grandes variations en terme de développement dans la réforme des curriculums.

La diversité des situations des pays a suscité des discussions intéressantes et un procédé d'apprentissage mutuel entre les participants au cours de Genève.

Un certain nombre de préoccupations communes se sont distinguées :

- Comment convaincre les professeurs d'adapter leur enseignement aux changements de curriculum ;
- Comment intensifier l'implication des parents dans la réforme ;
- Comment promouvoir la participation des autorités régionales/locales/de l'enseignement dans la gestion de la réforme ;
- Comment améliorer la coopération entre les décideurs et les spécialistes du curriculum ;
- Comment adapter les contenus éducatifs dans le contexte de la mondialisation.

Après le cours, une première proposition de création du réseau a été réalisée par le BIE. Chaque pays a donc été invité à présenter toutes nouvelles contributions ou modifications qui seront prises en compte lors de la présentation du projet final. Des copies de ce document ont été envoyées à tous les pays du bassin méditerranéen pour les inviter à participer au réseau, officiellement lancé en novembre 1999.

---

## A propos du BIE

*Le Bureau international d'éducation (BIE) a été fondé à Genève en 1925 en tant qu'institution privée.*

*Son rôle consistait, dans un premier temps, à centraliser la documentation concernant l'éducation publique et privée, afin d'être un centre de coordination entre les institutions et les organisations impliquées dans l'éducation.*

*En 1929, le BIE devient la première organisation intergouvernementale dans le secteur de l'éducation, avec de nouveaux statuts. En même temps, Jean Piaget, professeur à l'université de Genève, est nommé directeur. Son nom est désormais étroitement associé à l'institution, qu'il dirige pendant près de quarante ans.*

*En 1969, sous de nouveaux statuts, le BIE devient partie intégrante de l'UNESCO, tout en conservant une totale autonomie intellectuelle et fonctionnelle.*

*Le BIE concentre désormais ses activités sur l'adaptation des contenus d'enseignement aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, en se focalisant sur le renforcement du transfert de compétences dans le secteur de la réforme du curriculum. Ses quatre fonctions principales sont les suivantes :*

- *Servir d'observatoire des structures, contenus et méthodes éducatives.*
- *Promouvoir le dialogue sur la politique éducative.*
- *Contribuer au transfert de compétences à l'échelle nationale, sous régionale et régionale.*
- *Diffuser l'information par le biais de ses publications et de son site web :*

**[www.ibe.unesco.org](http://www.ibe.unesco.org)**

## L'implication du BIE

Les activités en vue du lancement du réseau commencèrent à la fin de l'année 1998. Elles comprenaient notamment :

### **1. L'envoi de propositions préliminaires aux pays participants**

Afin de s'assurer que les activités du séminaire répondent bien aux besoins des pays participants, le BIE a préparé un document qui présente des thèmes de travail potentiels, tirés d'une analyse des suggestions faites auparavant par les différents pays. Les thèmes suivants ont été retenus :

- *Conception des curricula : le rôle des différents acteurs.*

Il est largement reconnu que la réussite d'une réforme ou d'une innovation n'est pas uniquement liée à sa qualité mais tout autant à son acceptation par toutes les parties concernées. La stratégie de préparation et de mise en œuvre d'un changement nécessite une attention tout aussi grande que le changement lui-même. Il est donc indispensable de bien identifier les objectifs et le rôle des acteurs concernés dès les premières étapes de la conception des réformes du curriculum.

- *Réformes et stratégies de communication*

Au sein même des systèmes éducatifs, les mécanismes de communication sont essentiels entre les parties concernées. Etant donné le nombre de personnes appartenant à certains groupes clé (comme professeurs ou parents), on ne peut souvent associer que des représentants de ces catégories et il faut pourtant communiquer avec tous. Le rôle de la communication dans la gestion du changement des curricula devient donc crucial.

- *Curriculum et migrants*

L'un des problèmes les plus importants dans l'éducation concerne les besoins des élèves migrants, ceux appelés à vivre temporairement dans un pays, et ceux qui s'y installent probablement définitivement. Concevoir un curriculum qui répondrait aux besoins de ces élèves faciliterait le développement d'une société pluri-culturelle qui intégrerait ainsi des personnes n'appartenant pas à la culture "dominante".

- *Education à la citoyenneté*

Même si dans certains pays la démocratisation de l'éducation est très avancée, cela n'a pas entraîné de façon concomitante une élévation de la conscience qu'ont les jeunes des droits, et devoirs de l'individu et surtout du citoyen. Les pays où la démocratisation n'est pas aussi avancée doivent affronter le même défi, aggravé par des conditions économiques défailtantes, des changements politiques et parfois même la guerre.

L'école n'est pas seule en cause. Mais il est admis qu'elle a un rôle important à jouer : d'une part, elle éduque et fait réfléchir à un certain nombre de valeurs; d'autre part, en tant que communauté à part entière, elle représente un échantillon particulier de la société.

- *Compétences, comportement et curriculum*

Les concepts de compétence et de comportement ont remplacé les termes plus traditionnels de "savoir" et de "savoir faire". Ces deux termes ont de multiples interprétations qui peuvent être rattachés à des variations culturelles. Cependant, afin de concevoir parfaitement les curriculums, chaque pays a besoin d'établir des définitions des standards liés à ces concepts.

- *Curriculum et éducation permanente*

Il ne s'agit pas de traiter des actions de formation des adultes qui ne relèvent pas des missions de ce réseau, mais de cerner, dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, les conditions des curricula et des programmes de

l'enseignement de base qui faciliteront cet apprentissage.

Tous les pays, à des titres divers, savent que la population scolaire, quel que soit l'âge auquel elle quitte le système scolaire, devra poursuivre son apprentissage tout au long de sa vie. Mais cela n'est pas encore répandu et l'école doit donc favoriser le développement de la formation des adultes : d'une part, en fournissant à chacun les bases qui lui permettront de bénéficier avec efficacité de ce type d'actions, et d'autre part, en promouvant ce changement de mentalité tout en donnant envie de continuer à apprendre.

- *Curriculum et évaluation des acquis des élèves*

L'évaluation, sous ses différentes formes, est un des éléments de la qualité de l'enseignement. Tous les pays y accordent une importance croissante car la qualité de l'enseignement est devenue l'un des problèmes majeurs de l'éducation.

Or on sait que la façon dont sont écrits les programmes/curricula facilite plus ou moins le travail des évaluateurs, que ce soit des spécialistes de l'évaluation organisant des opérations au niveau national, ou des enseignants cherchant à évaluer leurs élèves ou leurs classes.

De plus, tout ce qui touche à la définition de standards de qualité et des indicateurs est une préoccupation exprimée par plusieurs pays.

- *Evaluation des réformes*

Tous les systèmes éducatifs sont confrontés au problème de l'évaluation des résultats de l'école. Cela correspond, d'une part à un besoin de transparence dans une société démocratique, et d'autre part à une nécessité pour les responsables qui doivent connaître l'état du système éducatif afin de concevoir des réformes et de les évaluer.

Selon les suggestions des participants, d'autres thèmes proposent de s'occuper de la formation des enseignants, de la conception des manuels scolaires, des nouvelles technologies, etc.

## **2. Préparation de la première version d'un profil éducatif pour chaque pays.**

Afin de présenter chaque système éducatif à tous les participants au cours du séminaire, les profils des pays ont été préparés, basés sur les différentes sources disponibles au BIE. Les sources les plus fréquemment utilisées ont été les suivantes : le CD-ROM "Données mondiales de l'éducation" (troisième édition) : une banque de données contenant les profils de 144 systèmes éducatifs nationaux ; des rapports nationaux sur l'éducation (présentés à des sessions antérieures de la Conférence internationale de l'éducation), disponibles à la bibliothèque du BIE ; le livre annuel des statistiques de l'UNESCO ; Internet. Chaque profil contenait des données statistiques de base, des objectifs généraux et des priorités actuelles, l'administration du système éducatif, la structure schématique du système éducatif, l'éducation dans les écoles primaires et secondaires, y compris des échantillons de plans d'études hebdomadaires lorsque c'était possible.

Durant le séminaire, chaque délégation a été invitée à examiner le profil concernant leur pays et à fournir des informations supplémentaires ou actualisées.

## **3. Création d'un site web**

Suivant l'intention du BIE d'utiliser les technologies de communication modernes, un site web provisoire a été installé, avec le soutien de la société maltaise « Melita Cable ». Le site a été opérationnel durant le séminaire et a donné aux participants une idée sur la présentation préliminaire du futur site officiel. L'une des sections était consacrée aux profils mentionnés précédemment.

Les participants, étant d'accord sur le principe de la création d'un site web pour le réseau, ont souligné l'importance d'un site de bonne qualité, à la fois sur la présentation et le contenu.

## Cinq jours d'une intense activité ... ...générant des résultats immédiats

Le Bureau international d'éducation a organisé, du 22 au 26 novembre 1999, une réunion de lancement officiel du réseau BIE/MED à la Valette, qui a débuté par le discours de S. E. Dr. Louis Galea, Ministre de l'éducation de Malte. Vingt pays ont été représentés à cette réunion : Albanie, Algérie, Bosnie Herzégovine, Chypre, Croatie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Italie, Jordanie, Malte, Maroc, Portugal, Slovénie, Tunisie, Territoires autonomes palestiniens, et Turquie. La plupart de ces pays étaient représentés par un spécialiste des curricula, le futur coordinateur national du pays considéré, ainsi que par un représentant du ministre de l'éducation ou le ministre lui-même.

Deux représentants — UNICEF et Banque Mondiale — ont participé au séminaire.

Les débats ont été structurés en quatre phases principales :

- *Lundi 22 novembre 1999* : Les participants ont présenté la situation de leur pays en matière de réforme des contenus d'enseignement en plénière, et plus particulièrement des problèmes rencontrés dans ce domaine ;
- *Mardi 23 novembre 1999* : identification, dans le cadre de trois groupes de travail, sur les points suivants : la conception des programmes, leur mise en œuvre, et les options politiques en matière d'adaptation des curricula, des principaux domaines dans lesquels des activités de coopération seraient envisageables ; chaque groupe était coordonné par l'un des participants et l'objectif de cette phase consistait à identifier, au sein d'une discussion, les thèmes principaux pour lesquels des activités de coopération seraient mises en place et enfin à préparer la phase suivante.

- *Mercredi 24 novembre 1999* : mise au point, dans le cadre de groupes de rédaction, de propositions susceptibles d'être mises en œuvre dans le cadre du réseau. Chaque groupe avait pour tâche d'analyser l'un des thèmes sélectionnés le jour précédent et, à l'aide d'un schéma opérationnel fourni par le BIE, de le transformer en proposition de projet pour le réseau.
- Les deux jours suivants (jeudi 25 et vendredi 26 novembre 1999) ont été consacrés à la discussion des propositions de projets et à la présentation des statuts du réseau.

Tous les pays ont décidé, d'un commun accord, de constituer des sous-groupes, qui travailleront sur les thèmes suivants, élaborés durant le séminaire :

### 1. *Comparaison des apprentissages fondamentaux parmi les pays méditerranéens*

Les programmes d'enseignement de la plupart des pays de la région sont décrits comme étant surchargés, trop académiques, et inadaptés aux besoins des apprenants et de l'environnement socio-économique et culturel dans lequel ils vivent. Dans ce cadre, il est nécessaire de définir un niveau minimum d'apprentissages, qui serait garanti pour tous les apprenants, en particulier concernant les langues, les mathématiques, les sciences, ainsi que les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Il est proposé, dans ce cadre : de définir des profils de base ; d'élaborer des banques de compétences considérées comme prioritaires pour les apprentissages fondamentaux ; de préciser les méthodes pédagogiques favorisant la maîtrise de ces compétences ; d'identifier les situations didactiques dans lesquelles les apprenants pourraient s'exercer à un tel type de compétences ; de mettre au point les supports didactiques les plus appropriés à de telles situations didactiques ; et de déterminer les procédures évaluatives les plus adéquates pour ce type de compétences.

### 1(bis). *Apprentissages " en partage " voire communs aux pays de la région*

L'éducation doit jouer un rôle crucial dans le maintien de la paix dans la région Méditerranée, en favorisant une meilleure connaissance et compréhension des diverses cultures que cette région rassemble. L'enseignement des langues, de l'histoire et de la géographie mais aussi de la littérature et des arts joue ainsi un rôle clé pour progresser vers le " vivre ensemble ", tout en communiquant avec l'autre ; en facilitant la compréhension mutuelle ; et en encourageant l'acceptation, le respect et la valorisation des différences.

Plusieurs activités peuvent être envisagées pour progresser dans ce sens : élaborer des manuels de " Culture méditerranéenne " intégrant des éléments d'histoire, de géographie et de littérature de la région ; concevoir un CD-ROM sur le même sujet ; intégrer dans les curricula des instituts de formation des enseignants des éléments d'histoire, de géographie et de culture de la région méditerranéenne.

Il est à noter que ces activités pourraient s'inscrire dans le cadre de la célébration de l'année des langues européennes en 2001.

### 2. *Introduction de nouvelles matières d'enseignement sans surcharger davantage les programmes*

Les transformations des sociétés actuelles, sous la pression notamment de la globalisation, obligent les pays de la région à réfléchir à l'introduction de nouveaux domaines de savoir dans les programmes d'enseignement, notamment en matière de respect des droits de l'homme, selon une approche inter-ou trans-disciplinaire. Mais la surcharge des programmes d'enseignement rend généralement assez difficile la mise en œuvre de telles réformes.

Cette proposition a pour objet de faciliter la diffusion d'expériences réussies en matière d'introduction de thèmes trans-disciplinaires dans les programmes d'enseignement de certains pays de la région.

Une attention particulière pourrait être portée sur les meilleures méthodes à utiliser pour aider les enseignants à modifier leurs pratiques au niveau de l'école et de la classe, afin de mieux tenir compte de cette nouvelle approche dans leur travail quotidien.

Une étude comparative de l'expérience de pays ayant introduit des matières inter- ou transdisciplinaires dans leur curricula pourrait être lancée. Les modifications des méthodes utilisées par les enseignants seraient à prendre en compte.

### *3. Interdisciplinarité et introduction de matières scientifiques et des nouvelles technologies*

Ce thème a été proposé à la suite des activités des " groupes de rédaction ". Il n'a donc pas été abordé durant le séminaire. Les pays désirant travailler sur ce thème prépareront un rapport détaillé.

### *4. Utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement*

Avec le développement de l'informatique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, un nombre croissant de pays font appel, utilisent des nouvelles technologies, soit pour encourager et accompagner les enseignants et les animateurs pédagogiques, soit pour prolonger les centres traditionnels d'information et de documentation par l'accès sur l'internet. D'autre part, avec les perspectives offertes par les nouvelles technologies, on observe une augmentation prolifération des programmes d'éducation et de formation à distance destinés à une grande diversité de groupes cibles : jeunes en difficulté, recyclage des formateurs, formation dans de nouvelles spécialités, formation des adultes, etc.

Plusieurs propositions ont été formulées au cours des débats : un état des lieux de l'utilisation des nouvelles technologies en éducation dans les pays de la région ; un bilan des expériences d'éducation à distance ; une évaluation des expériences faisant appel aux nouvelles technologies du point de vue de leur coût

et de leur impact ; une analyse des expériences d'utilisation des nouvelles technologies pour promouvoir l'accès à l'éducation des groupes défavorisés.

Par ailleurs, deux projets pilotes ont été proposés : l'un consiste à créer un site web destiné aux enseignants du primaire qui servirait de centre de ressources aux questions de la qualité de la vie ; l'autre en un site web destiné à améliorer la formation en cours d'emploi des enseignants du secondaire dans les sciences, les mathématiques et les langues d'enseignement.

### *5. Adaptation des contenus aux spécificités régionales et locales*

Dans plusieurs pays de la région on constate un grand nombre d'initiatives et d'expériences portant sur l'adaptation des contenus d'éducation aux besoins des minorités ethniques et culturelles. En outre, on observe des expériences d'éducation et de formation des réfugiés.

Cette proposition a pour objet de réfléchir aux besoins spécifiques de ces groupes en matière d'éducation et de formation en recensant les problèmes communs de la région et les moyens d'y faire face ; en étudiant les modalités d'adaptation de ces contenus ; en identifiant les thèmes et disciplines sur lesquels pourraient porter de telles adaptations (histoire géographie, enseignement des langues) ; en favorisant des expérimentations dans certains pays de la région sur des curricula communs.

A cet effet, des états des lieux pourraient être entrepris établis dans quelques pays de la région ; des enquêtes approfondies pourraient être menées sur les expériences en cours ; elles pourraient être suivies d'ateliers spécialisés permettant de faire le bilan de ces expériences et d'en tirer des conclusions pour la région.

### *6. Relations entre les programmes d'enseignement et les manuels ou tout autre nouveau support didactique*

Les responsables de la gestion des systèmes éducatifs méconnaissent en règle générale la manière dont les objectifs des programmes sont réalisés à travers les manuels scolaires ou tout

autre matériel didactique utilisé par les enseignants. En d'autres termes, la manière dont les enseignants combinent le contenu du programme officiel et les supports éducatifs dans le cadre de leur enseignement n'apparaît pas clairement.

Cette proposition vise à mieux évaluer le degré d'adéquation entre les programmes et les manuels dans divers pays, et de formuler des recommandations en vue d'une meilleure traduction des objectifs des programmes dans les manuels ou tout autre support didactique.

Certaines activités pourraient permettre de mieux appréhender ce problème, comme le lancement d'une étude comparative des programmes d'enseignement d'un ou deux pays avec les manuels correspondants ; la réalisation d'une enquête dans un petit nombre d'écoles, pour comparer les contenus inclus dans les manuels d'enseignement, et l'utilisation qui en est faite par les enseignants au niveau de la classe ; en outre, un séminaire /atelier de diffusion validation des résultats de la recherche pourrait être organisé.

### *7. Mise au point de systèmes d'évaluation*

La plupart des Etats sont dépourvus d'outils statistiques leur permettant d'établir le diagnostic de leur système éducatif, et plus précisément, d'évaluer le niveau de connaissances atteint par les enfants scolarisés au niveau primaire et secondaire en comparaison avec d'autres pays de la région.

Dans ce contexte, un effort de standardisation des outils d'évaluation utilisés devrait être effectué, afin de doter les pays participants des indicateurs leur permettant d'évaluer le niveau de connaissances atteint dans le primaire et le secondaire dans plusieurs matières, et de le comparer avec celui d'autres pays de la région. Un tableau d'indicateurs pourrait ainsi être constitué pour orienter la politique générale des Etats participants en matière de contenus d'enseignement.

Plusieurs activités pourraient être développées dans ce cadre : la définition de standards nationaux au niveau primaire et au niveau secondaire en

mathématiques et en sciences ; la mise au point de tests standardisés au niveau primaire et secondaire en mathématiques et en sciences ; l'évaluation du niveau atteint en langue étrangère au niveau primaire et secondaire ; la création d'une banque régionale de données permettant de rassembler l'ensemble des indicateurs ainsi collectés.

#### 8. Création de systèmes d'évaluation des écoles et des curricula

Ce thème a été proposé à la suite des activités des " groupes de rédaction ". Il n'a donc pas été abordé durant le séminaire. Les pays désirant travailler sur ce thème prépareront un rapport détaillé.

#### 9. Mise au point de systèmes d'évaluation des réformes permettant de maintenir soutenir/accompagner les changements

Plusieurs pays ont entrepris des réformes majeures en matière d'adaptation des contenus, se traduisant notamment par une forte décentralisation de leurs systèmes éducatifs, et par une contextualisation d'une partie des contenus enseignés aux caractéristiques de l'environnement local. Mais l'impact réel de telles réformes est encore mal connu, et demanderait à être étudié dans le cadre d'une évaluation des réformes des contenus mises en œuvre.

Il est proposé de mettre à la disposition des pays intéressés l'expérience acquise par certains Etats dans le champ d'évaluation des réformes. Il est recommandé d'appréhender ces réformes d'un point de vue global, en tenant compte non seulement de l'évaluation des programmes, mais aussi des transformations provoquées induites par les réformes en matière de méthodes d'enseignement, de financement des établissements scolaires, du statut du corps enseignant, des relations de la famille (société) avec l'école, etc.

#### 10. Un thème spécifique pour le BIE

Au cours des activités menées par les groupes de travail, un problème s'est tout de suite posé : les participants avaient des interprétations différentes sur certains termes, tels que curriculum, évaluation, liberté académique, etc. Il a donc été suggéré de préparer un " glossaire " des mots les plus récurrents dans ce secteur et qui présenterait les différentes significations selon les pays participants.

Ce thème, considéré comme un pré-requis pour la coopération régionale, n'a pas été traité par les groupes de rédaction. Il sera réalisé par le BIE, en accord avec les membres du réseau, qui sont tous supposés apporter leurs contributions.

#### Coopération sous-régionale

De plus, certains participants ont exprimé une forte demande concernant une coopération sous-régionale. Le BIE encourage vivement ce type d'activité et le réseau BIE/MED soutiendra cette coopération.

**Deux sous-réseaux ont été proposés. Le premier comprend la Grèce, la Turquie, l'Albanie, l'Égypte et l'autre inclut la Bosnie Herzégovine, la Croatie et la Slovénie. Chaque sous-réseau choisira les activités et les échanges envisagés.**

#### Mise en œuvre

Les pays participants ont proposé de travailler sur un certain nombre de thèmes correspondant aux problèmes communs des membres de chaque groupe de travail. Le coordinateur de chaque groupe identifiera l'étendue du programme, les objectifs, les résultats attendus, les activités prévues, le budget et le calendrier.

Les groupes sont en cours de constitution : leur nombre exact, les pays participant à chaque groupe et le pays coordinateur seront déterminés durant le premier trimestre de l'an 2000. Le pays coordinateur constituera également le secrétariat du groupe, en collaboration avec l'administrateur du réseau. Le Secrétariat exécutif sera mis au courant des activités de chaque groupe et informera tous les autres participants de leurs activités.

#### Les Statuts

Les statuts du réseau ont été brièvement présentés aux pays membres, qui en ont accepté les principes généraux. Au cours de l'an 2000, ils feront l'objet d'une finalisation et seront approuvés pendant la prochaine réunion générale du Réseau.

#### Les coordinateurs nationaux

*Un coordinateur national* est nommé dans chaque pays et il/elle joue le rôle le plus important du réseau. Le coordinateur national est en fait le représentant de son pays auprès du BIE/MED et le représentant de ce dernier dans son pays.

Si l'on considère qu'une collaboration efficace au sein du réseau requiert des contributions multiples, émanant de diverses sources de chaque pays, le rôle du coordinateur est alors d'assurer l'association des parties concernées, à différents niveaux, avec les activités du BIE/MED. Il/elle doit également assurer la mise en œuvre des activités prévues et échanger des informations avec les autres participants et coordinateurs.

La liste ci-après fait état des pays qui ont rejoint le réseau jusqu'à maintenant. Si le coordinateur national a déjà été nommé, son adresse postale sera indiquée, ainsi que son adresse électronique, s'il y a lieu.

# BIE/MED—COORDINATEURS NATIONAUX

PAYS	NOM ET FONCTION	ADRESSE	MEL
ALBANIE	Mr Vaso QANO Chief of the Minister's Cabinet	Ministry of Education and Science, Ministers Cabinet Druga Durrësit, 23 TIRANA	<a href="mailto:Vqano@excite.com">Vqano@excite.com</a> <a href="mailto:Vqano@usa.net">Vqano@usa.net</a>
ALGERIE	M. Farid ADEL Directeur de l'enseignement fondamental	Ministère de l'Éducation nationale 8, avenue de Pékin Le Golf 16000 ALGER	
BOSNIE- HERZEGOVINE (Fédération de )	Mrs. Nadezda RADIC Adviser	Federal Ministry of Education, Science, Culture and Sport of Bosnia and Herzegovina Department of Education Obala Maka Dizdara 2 71000 SARAJEVO	
BOSNIE- HERZEGOVINE (Republika Srpska)	Ms. Dragana LUKIC Ministère de l'éducation	Vuka Karadzica 1 78000 BANJA LUKA Republica Srpska	
CHYPRE	Mr Leandros ANTONIADES Head of the Educational Documentation Departments	Pedagogical Institute Ministry of Education and Culture POB 127 20 2252 NICOSIA	<a href="mailto:Anton@cyearn.pi.ac.cy">Anton@cyearn.pi.ac.cy</a>
CROATIE	Ms Diana GARASIC Senior Advisor	Institute for Education Ministry of Education and Sports Curricula Development Department HR-10000 Zagreb Badaliceva 24 10 000 ZAGREB	<a href="mailto:Dgarasic@public.srce.hr">Dgarasic@public.srce.hr</a>
EGYPTE	Prof. Dr Solaiman EL KHODARI ALL EL SHEIKH Director	National Center for Examinations and Educational Evaluation Cairo, El-Hadaba El Olya El Mokattam (NCEEE)	
ESPAGNE	M. Xavier GISBERT DA CRUZ	Ministerio de Educación y Cultura C/O Alcalá, 34 28071 MADRID	<a href="mailto:Xavier.gisbert@educ.mec.es">Xavier.gisbert@educ.mec.es</a>
GRÈCE	Mr Dimitris KARAGEORGOS Professor in Athens University	Centre of Educational Research 36, rue Vironos 15121 PEFKI - Athens	<a href="mailto:Dkarag@kee.gr">Dkarag@kee.gr</a>
ISRAËL	Mr Yair LEVIN Deputy Director General Head of International Relations and UNESCO	Ministry of Education, Culture and Sport 34, Shevtey Israel Street JERUSALEM 91911	<a href="mailto:Yairlevn@netvision.net.il">Yairlevn@netvision.net.il</a>
ITALIE	M. Antonio GIUNTA LA SPADA Assistant Director	Ministero della Pubblica Istruzione Direzione Generale Scambi Culturali Viale Trastevere 76/A 00153 ROMA	
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE	Dr. Abdallah Milad TAJOURI Director-General of Basic Education and Vocational Training	SIRT Farnag Ain zary P.O. Box 5706 TRIPOLI	
JORDANIE	Mrs Siham KHASSAWINEH Director of Curricula and Textbooks	Ministry of Education General Directorate of Curricula P.O. Box 1930 AMMAN	<a href="mailto:Moe@amra-nic.gov.jo">Moe@amra-nic.gov.jo</a>
MALTE	Mrs Nora MACELLI Policy Co-ordinator	Policy Unit Ministry of Education Floriana	<a href="mailto:Nora.macelli@magnet.mt">Nora.macelli@magnet.mt</a>
MAROC	M. Abderrahman RAMI Directeur des Curricula	Ministère de l'Éducation nationale Direction des curricula B.P. 420 RABAT 10000	<a href="mailto:Rami@men.gov.ma">Rami@men.gov.ma</a>
PORTUGAL	Ms. Marcia TRIGO	Trav. Terras De Sant'Ana, n°15 P 1250 LISBOA	<a href="mailto:Marcia.trigo@pept.min.edu.pt">Marcia.trigo@pept.min.edu.pt</a>
SLOVENIE	Ms Barbara KUNCIC	URAD RS Za solstovo Trubarjeva 5 1000 LJUBLJANA	<a href="mailto:Barbara.kuncic@mss.edus.si">Barbara.kuncic@mss.edus.si</a>
TERRITOIRES AUTONOMES PALESTINIENS	Dr. Oman ABU-HOMOS Deputy Director-General	General Administration of Curricula Palestinian Curriculum Development Center Ministry of Education P.O. Box (719) RAMALLAH	<a href="mailto:Pcdc@palnet.com">Pcdc@palnet.com</a>
TUNISIE	M. Abdelmalek SELLAMI Attaché de Cabinet	Ministère de l'éducation Bd. Bab Benet 1006 TUNIS	
TURQUIE	Mr Ahmet SÖNMEZ Head Curriculum Department	MEB Talimve Terbiye Kurulu Bşk Program ANKARA	

## Panorama des activités futures

Durant le premier semestre 2000, le réseau sera progressivement mis en place. La priorité est d'assurer les contacts à la fois entre les membres du réseau et avec le secrétariat du BIE/MED, tout en préparant les prochaines réunions. Cet objectif doit être atteint par le biais des actions suivantes:

- Un échange régulier d'informations et de demandes, par courrier électronique ;
- Des contacts téléphoniques avec le coordinateur ;
- Des missions effectuées dans les pays participants, afin d'établir des accords de travail ou d'encourager une participation plus active ;

En général, les activités qui vont être entreprises dans le contexte du réseau pourraient être classées en activités de base et activités régulières:

### Activités de base

*Préparation d'une "plate-forme méditerranéenne d'informations"* : cette plate-forme comprendra : i) des informations générales sur les institutions membres du réseau et sur les principales organisations responsables de l'adaptation des contenus (instituts de formation des enseignants, organismes de recherche, organisations professionnelles, groupes d'intérêt, associations de parents, etc.) qui exercent des responsabilités officielles ou une influence informelle sur la communication et la gestion des changements apportés au *curriculum* dans les différents pays en question, ainsi que sur la possibilité de les contacter (identification de leur site web, s'il existe) ; ii) des états des lieux préparés par chaque pays (le BIE utilisera dans un premier temps les comptes rendus préparés pour le cours de Genève) ; iii) le bulletin du réseau (quand il sera disponible) ; et iv) du matériel didactique particulièrement pertinent et novateur utilisé par certains pays de la région.

*Préparation d'états des lieux nationaux et périodiques* identifiant la façon dont la réforme des programmes est conduite dans le pays considéré et des questions de politique qui retiennent l'attention des décideurs de l'éducation. Les informations données devraient refléter le point de vue des différentes parties impliquées dans le processus. Le BIE conseillera chaque pays sur la manière de structurer son rapport (situation actuelle, problèmes rencontrés, problèmes urgents à traiter, derniers résultats, perspectives). Les présentations par pays préparées pour le cours de Genève peuvent être considérées comme un premier apport. À un moment donné, les rapports nationaux seront placés sur un site web, de sorte que chaque pays puisse les consulter lorsque nécessaire.

*Création d'un bulletin* qui comprendra : i) un compte rendu des principales activités réalisées dans le cadre du réseau et les principaux résultats obtenus ; et ii) des informations sur les événements du moment, dans chaque pays participant, dans le domaine des *curricula* (conférences, projets et autres événements importants). Les coordinateurs nationaux seront chargés de recueillir les informations à communiquer au secrétariat, où le bulletin sera préparé.

*Échange d'informations au sujet des spécialistes du développement des curricula* : dès lors qu'un pays entame une réforme d'une partie de son *curriculum*, il aura la possibilité d'obtenir du secrétariat le moyen d'entrer en contact avec des experts d'autres pays méditerranéens qui ont déjà suivi le même processus.

### Activités régulières

*Netfora (forum sur l'Internet)* permettant à chaque pays participant de recueillir et d'échanger aisément des informations sur les "bonnes méthodes" développées sur un plan régional.

*Forums politiques pour les hauts fonctionnaires de l'éducation*. Ces réunions fourniront l'occasion : i) de présenter les principaux résultats des différentes activités mises en œuvre dans le cadre du réseau ; et ii) de débattre d'un sujet comportant un intérêt spécifique pour les décideurs. Une équipe composée de trois ou quatre coordinateurs nationaux organisera

chaque séance. Ils seront choisis sur la base des stratégies réussies qui, dans leur pays, ont été appliquées dans le domaine couvert par le forum. Des discussions approfondies s'instaureront entre ces coordinateurs et les exécuteurs de ces initiatives, et la réflexion portera sur la possibilité de les adapter.

*Ateliers pour spécialistes* qui se rencontreront afin d'échanger leurs opinions et d'améliorer leurs compétences en matière de méthodologies dans le domaine de la gestion des réformes des *curricula*. Plusieurs questions pourraient être considérées : la production de manuels, la formation des enseignants, etc. Un nombre limité d'expériences en matière de conception/mise en œuvre/évaluation des *curricula* pourraient être examinées. Lorsque cela sera possible, des visites d'étude dans des écoles seront effectuées afin de permettre aux participants de mieux évaluer la manière dont les contenus éducatifs sont réellement enseignés dans la pratique du pays d'accueil.

*Études comparées* tenant compte principalement des besoins exprimés par les pays à savoir principalement : i) documents méthodologiques permettant, par exemple, de définir un ensemble d'indicateurs d'évaluation de l'impact de réformes spécifiques ; et ii) études de cas sur des expériences pertinentes (introduction de nouvelles disciplines, telles que l'éducation du consommateur, les approches interdisciplinaires, etc.) qui permettront d'anticiper les tendances futures en matière de *curriculum*.

*Préparation de directives et/ou de matériel de formation*. Cette documentation sera préparée sur la base de toutes les activités réalisées et après plusieurs années d'expérience. Elle visera les experts certes, mais aussi les "consommateurs au quotidien" du système éducatif (enseignants, parents, ONG, etc.). Leur large diffusion sera assurée par différents moyens de communication.

**COMMENT RECEVOIR**

***Le bulletin du Réseau BIE/MED***

**DE FAÇON RÉGULIÈRE**

Ce périodique est distribué gratuitement par le Bureau international d'éducation. Si vous désirez continuer de le recevoir de manière régulière, veuillez compléter le formulaire ci-dessous et nous le retourner au :

BIE/MED, IIEP, 7-9, rue Eugène-Delacroix, 75016 Paris, France.

Fax : (00.33) 1-40.72.83.66

Ecrivez lisiblement, S.V.P.

..... **Nom**.....  
(M., Mme, Mlle, Dr, Prof., etc.)

**Prénom(s)** .....

**Organisation, institution, école, ministère, bibliothèque**.....

.....

**Adresse, Boîte postale, etc.**.....

.....

**Code postal**..... **Ville** .....  
(s'il précède la ville)

**Code postal**..... **Pays** .....  
(s'il suit la ville)